



## RETRAITE : APRÈS L'EFFONDREMENT DES BOURSES QUI VEUT DES FONDS DE PENSIONS ?

Le PCF soutient les manifestations du 16 octobre et refuse que la France compte chaque année des centaines de milliers de retraités pauvres supplémentaires.

**I**LS sont devenus soudain silencieux tous les «experts» que Fillon et quelques autres envoient régulièrement au front pour expliquer que notre système de retraite par répartition est dépassé et que le recours aux marchés financiers est incontournable. Même le «fonds de réserve» pour les retraites - contre lequel les communistes s'étaient battus - créé en son temps par Jospin s'est trouvé piégé par la chute de la Bourse en se dépréciant de 40%. Des millions de retraités américains, anglais et autres qui croyaient s'être garantis une retraite heureuse en plaçant leur argent se retrouvent ruinés et sans ressource. Voilà donc la preuve par la crise et au prix de très grandes souffrances de par le monde que le système dit de «répartition» qui solidarise les salariés en activités et les retraités est sans conteste le plus juste, le plus sûr et le seul économiquement fiable. La solidarité qui fonde les intérêts communs des salariés et des retraités doit aussi s'exprimer dans la lutte pour au moins deux raisons tout à fait décisives.

### D'abord l'emploi

La multiplication des plans sociaux, licenciements, périodes de chômage dit «technique», suppressions de postes dans le public, etc... frappent durement les salariés et font exploser le nombre de chômeurs au point que l'INSEE en prévoit 282.000 de plus en 2009. C'est donc avec raison que les organisations syndicales mettent au pre-

mier rang de leur mobilisation la défense de l'emploi. Les communistes portent avec elles le refus de laisser sacrifier les salariés sur l'autel des dividendes d'actionnaires beaucoup plus voraces que les seuls «traders».

Dans le même mouvement, les retraités ont tout à craindre de cette casse de l'emploi car ce sont les cotisations - patronales et salariales - prélevées sur les salaires qui paient leurs retraites et qui vont se trouver en chute libre : 1% de masse salariale équivaut à 2,5 milliards de recettes pour les caisses de retraites.

### Ensuite le pouvoir d'achat

Depuis des années, le pouvoir d'achat des retraités recule. La revalorisation des pensions sur les prix au lieu des salaires a provoqué un premier décalage chiffré à 15% en 15 ans. Désormais, les retraites restent aussi en deçà de l'inflation depuis plusieurs années. Le nombre de retraités pauvres augmente dans notre pays d'autant qu'ils subissent plus que d'autres la diminution du remboursement des médicaments et des soins.

Quant au fameux slogan «travailler plus pour gagner plus», il n'est plus là aujourd'hui que pour témoigner du refus farouche du pouvoir sarkozyste d'augmenter les salaires. Le résultat est net : pouvoir d'achat en baisse et chômage en hausse. Oui, il faut relancer la croissance... Mais pas celle des marchés financiers et des profits patronaux dont la cible exclusive est préci-

sément la baisse du «coût du travail», sinon la crise s'approfondira encore.

Il faut relancer la consommation par l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux de manière à créer des emplois. C'est un faux débat d'opposer la relance «par l'investissement» à la relance «par la consommation», il faut les deux. Et qu'on ne vienne pas nous dire qu'il n'y a pas d'argent après ce qui vient d'être offert aux banques et au patronat.

Accroître la formation, conditionner les aides éventuelles et une politique de crédit - notamment aux PME et aux TPE - à des créations d'emploi, adapter les prélèvements sociaux aux efforts des entreprises mesurables en emplois et en niveau des salaires...

Toutes ces mesures soutenues par des millions de salariés sur proposition des organisations syndicales sont portées, défendues, explicitées par les militants et les élus communistes avec la seule volonté de les faire aboutir.

Ce sont, en vérité, des choix politiques inverses à ceux de Sarkozy et Parisot qu'il faudra leur imposer pour commencer à sortir de cette crise économique qui n'est ni seulement «financière», ni «un mauvais moment à passer». Fondé sur la concurrence et sur la course à la rentabilité immédiate pour quelques uns au détriment du bien être des peuples c'est le système économique lui-même qui s'enfoncé dans les impasses de sa propre cohérence.

Mais n'ayons aucune illusion. Ceux que les médias appellent parfois «les maîtres du

monde», détenteurs des moyens de production et de la finance ainsi que leur personnel politique et institutions à leurs services ne sont pas à l'agonie et ne seront pas touchés par la grâce.

Le cynisme et la violence de la résistance de la droite nous montrent que pour les faire reculer et les battre, il faudra être nombreux et décidés.

Aucun parti de gauche n'est plus impliqué dans les luttes portées par les salariés et les retraités que le Parti communiste. Les médias l'ignorent.

Avec le CSA et la bénédiction de la droite ils font semblant de croire inexistant le troisième groupe parlementaire à l'Assemblée nationale. Il s'en trouve même à gauche, les uns figés dans leur rôle protestataire, les autres rêvant d'occuper tout le terrain d'une alternative politique sans vouloir décider d'une autre politique.

La réalité est tout autre : le Parti communiste français, ses militants ses élus sont, comme toujours et plus déterminés que jamais porteurs avec vous, des aspirations et des attentes du monde du travail et des retraités, et disponibles pour contribuer à les mettre en œuvre dans tous les lieux de pouvoir. Ce n'est pas au moment où les contradictions du système rappellent à quelques uns que Marx a existé que les révolutionnaires vont baisser les bras.

J.M.H  
avec l'aide de Economie et Politique

**LES RASSEMBLEMENTS DU PAS-DE-CALAIS :**  
**LENS : le vendredi 16 octobre, à 10 H, (rendez-vous devant l'Hôtel-de-ville)**  
**BOULOGNE-SUR-MER : le vendredi 16 octobre, 10H, (rendez-vous devant la sous-préfecture)**